



HAL
open science

Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé

Gérard Grunberg

► **To cite this version:**

Gérard Grunberg. Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé. *Histoire@Politique* : revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2011, 13, pp.1-12. 10.3917/hp.013.0009 . hal-01024203

HAL Id: hal-01024203

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01024203>

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé

Gérard Grunberg

Le parti socialiste français, de l'unification de 1905 au congrès d'Épinay en 1971, s'est toujours voulu un parti révolutionnaire et jamais un parti réformiste¹. Ses déclarations de principe successives l'ont affirmé. Par révolutionnaire il fallait entendre deux choses : un objectif, le remplacement du capitalisme par le socialisme et une modalité, un saut décisif, une véritable rupture, un moment révolutionnaire. Jaurès obtint, avec la notion d'évolution révolutionnaire qu'il imposa au parti en 1908, que les réformes permises par l'action du groupe parlementaire socialiste en faveur de la classe ouvrière soient considérées comme positives même si le socialisme ne pouvait être établi par la simple succession de réformes partielles. Il s'établit ainsi un équilibre interne instable entre l'identité révolutionnaire du parti qui portait condamnation du réformisme et l'acceptation de réformes partielles qui ne remettaient pas en cause directement le capitalisme. Cet équilibre idéologique s'établit tantôt en faveur de la révolution et tantôt en faveur de l'évolution révolutionnaire, c'est-à-dire en réalité de la réforme mais conçue dans une perspective de rupture à terme. Le parti, fonctionnant selon le principe des tendances, voyait s'opposer habituellement une gauche (ou des gauches) revendiquant la position de rupture et une droite (ou des droites) revendiquant l'action réformatrice (l'évolution révolutionnaire). L'équilibre idéologique s'est ainsi établi, selon les périodes, en faveur de la gauche ou en faveur de la droite du parti, le centre se rapprochant de l'une ou de l'autre selon les circonstances. Mais à aucun moment la légitimité du réformisme ne l'a emporté idéologiquement au sein du parti sur celle de la Révolution. L'identité idéologique du parti ne fut jamais réformiste, quelles que soient les politiques menées par les gouvernements socialistes.

La refondation de 1971, opérée par François Mitterrand, n'a pas rompu directement avec l'identité révolutionnaire du parti, ni avec la tension réforme/révolution. Mais la personnalité et l'action de François Mitterrand ont cependant donné à cette refondation, apparemment traditionnelle, certains traits nouveaux qui ont conduit peu à peu le parti socialiste à faire évoluer son discours et son idéologie vers un abandon de la perspective révolutionnaire. Cependant, le poids historique de la pensée anti-réformiste dans le parti français n'a pas permis, jusqu'à aujourd'hui, que le réformisme, affirmé nettement pour la première fois par la nouvelle déclaration de principes de 2008, soit véritablement assumé par le parti tout entier comme une valeur en soi. Le socialisme français demeure ambigu sur la nature de ses objectifs

¹ La matière de cet article est tirée pour une large part de l'ouvrage écrit en collaboration avec Alain Bergounioux : *Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remords*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2007, 658 p.

politiques et la manière de les remplir, et donc sur la nature même de son réformisme.

La refondation d'Épinay et l'équilibre idéologique mitterrandien

Les modalités de la refondation idéologique du parti socialiste, en 1971, s'expliquent à la fois par son patrimoine génétique, par la situation du socialisme français et par le climat politique et intellectuel de l'époque. Idéologiquement, la période d'Épinay est une période de gauchissement des discours de la gauche non communiste. La montée d'un anti-impérialisme américain, le mouvement de Mai 1968, le retour de la pensée marxiste, le renouveau de l'anti-capitalisme, ajoutés à l'anti-molletisme des nouveaux dirigeants du parti, ont placé nécessairement la refondation de 1971 dans un contexte particulier et François Mitterrand a compris qu'il lui fallait chevaucher la vague de gauche. Au congrès d'Épinay, il a revendiqué la tradition révolutionnaire du parti socialiste. Le discours qu'il y prononça est bien connu mais il mérite d'être rappelé. Si l'on en a surtout retenu la revendication de la rupture, le positionnement du nouveau Premier secrétaire fut plutôt, en réalité, celui de Jaurès que celui de Guesde, plus proche de l'évolution révolutionnaire que de la révolution. Il faut citer ce passage central de son discours : « Réforme ou révolution ? J'ai envie de dire – qu'on ne m'accuse pas de démagogie dans ce congrès ce serait facile – oui, révolution. Et je voudrais tout de suite préciser ma pensée profonde, que pour moi, sans jouer sur les mots, la lutte de chaque jour pour la réforme catégorique des structures peut-être de nature révolutionnaire. Mais ce que je viens de dire pourrait être un alibi si je n'ajoutais pas une deuxième phrase : violente ou pacifique, la révolution c'est d'abord une rupture. Celui qui n'accepte pas la rupture – la méthode cela passe ensuite – celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, c'est secondaire... avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du parti socialiste². » L'identité révolutionnaire était réaffirmée mais les réformes n'étaient pas délégitimées pour autant.

Les marxistes du parti socialiste, et notamment ceux du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste), ont eu pour objectif central de contrer tout retour possible au réformisme – en réalité le parti socialiste ne s'était jamais déclaré réformiste. Ils ont mené une bataille idéologique dans laquelle l'alliance avec le parti communiste avait comme objectif essentiel d'empêcher le PS de revenir à ses « vieux démons sociaux-démocrates ». Pour le CERES, la social-démocratie était le réformisme en action. Elle était, comme le disait Pierre Guidoni, l'un de ses leaders, la réponse d'un socialisme inaccompli au défi de sa propre durée. Il fallait donc empêcher à tout prix un Bad Godesberg français, c'est-à-dire une réplique du congrès de 1959 de la social-démocratie allemande où celle-ci avait abjuré le marxisme et

² *Les grands discours socialistes français du XX^e siècle*, édition établie et présentée par Mehdi Ouraoui, Paris, Complexe, 2007, p. 149.

Gérard Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

s'était ralliée à l'économie de marché. François Mitterrand ne voulut pas laisser à la gauche du parti le monopole de la condamnation du réformisme malgré sa volonté de maintenir l'équilibre réforme/révolution. Dans son ouvrage, *Un socialisme du possible* de 1970, il écrivait : « Les socialistes qui se sont posés en réformistes ont fini par collaborer au système de valeurs capitalistes et donc à la politique de droite. La collaboration échappe difficilement à son destin qui est de trahir. L'exemple typique est celui de Noske (...) Le socialisme français a, de 1947 à 1965, étroitement collaboré à la défense de la société capitaliste (...) L'opportunisme et la trahison ont gravement compromis le réformisme³. »

Le programme socialiste de 1972, « Changer la vie », était bâti idéologiquement autour de l'idée de rupture avec le capitalisme et exprimait le rejet du réformisme. Le projet socialiste de 1980 confirma cette orientation : « Nous inscrivons notre démarche dans une logique de rupture dont la cohérence interdit d'isoler les éléments particuliers ou d'accommoder le dispositif au gré des circonstances⁴. » La nationalisation était conçue comme l'outil principal de cette rupture. Malgré les divergences et les conflits qui marquèrent les relations entre François Mitterrand et le CERES entre 1975 et 1979, l'autonomisation politique du courant rocardien à partir de 1977 et le discours de Michel Rocard au congrès de Nantes amenèrent François Mitterrand à se rapprocher de Jean-Pierre Chevènement, animateur principal du CERES, confirmant que l'équilibre établi par le Premier secrétaire penchait alors plutôt à gauche. Jean-Pierre Chevènement entendait marquer le rocardisme à droite. Au congrès de Nantes, il déclarait ainsi à l'adresse de Michel Rocard : « Le réalisme, ce n'est pas de composer avec l'adversaire pour jeter les bases d'une social-démocratie à la française dont le rôle historique serait de gérer la crise pour le compte du capitalisme international⁵ ». Le congrès de Metz de 1979 marqua la victoire des partisans de la rupture. Le texte majoritaire, dont le premier signataire était François Mitterrand, affirmait ainsi : « Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme mais de le remplacer par le socialisme » (...) « Rompre avec la toute-puissance du marché et de sa logique du profit engagera la transition⁶. »

La conjoncture politique interne du parti, marquée par la compétition entre le Premier secrétaire et Michel Rocard, explique pour une large part le rapprochement opéré à Metz, entre le centre et la gauche du parti. En réalité, François Mitterrand n'entendait pas s'engager trop à gauche pour ne pas mettre en danger la crédibilité de sa stratégie de conquête du pouvoir. Avant que ne se précise la menace de la concurrence rocardienne, lui et certains de ses alliés, tel Gaston Defferre, entendaient se distinguer de la ligne extrême de rupture de l'aile gauche marxiste. La manière dont ils le faisaient montrait bien cependant que la légitimité idéologique du parti se situait à la gauche du parti. Il est difficile aujourd'hui de croire que François Mitterrand se vit obligé à cette époque, pour éviter la condamnation de la social-

³ François Mitterrand, *Un socialisme du possible*, Paris, Seuil, 1970, p. 13.

⁴ Parti socialiste, *Projet socialiste pour la France des années quatre-vingt*, Paris, Club socialiste du livre, 1980, p. 10.

⁵ *Le Poing et la Rose*, n° 61, juin 1977, p. 77.

⁶ Motion majoritaire du congrès de Metz.

Gérard Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

démocratie scandinave par le parti, de comparer ses avantages et ses inconvénients avec ceux du régime soviétique avant de les renvoyer dos à dos. Ainsi écrivait-il en 1978 : « J'admets que la Suède ne soit pas assez socialiste dans la mesure où en dépit d'une redistribution des revenus sans égale entre les groupes sociaux et les individus elle n'a pas frappé le capitalisme au cœur (...) Mais l'URSS n'est pas socialiste non plus dans la mesure où elle n'a pas su prendre en compte les libertés de la démocratie socialiste⁷. » Quant à Gaston Defferre, il reprenait la synthèse jaurésienne en écrivant : « Il n'y a rien à tirer du dilemme révolution-réforme. En réalité la seule route ouverte au socialisme de l'endroit où nous sommes est celle qui par bonds successifs nous permettra de rendre irréversibles les réformes contenues dans le programme commun lesquelles à leur tour créeront de proche en proche des besoins nouveaux et par là une situation radicalement changée⁸. »

Ainsi, les anti-marxistes du parti n'opposaient pas une vision réformiste à celle de la rupture. Ils opposaient l'évolution révolutionnaire à la révolution. De ce point de vue, les composantes de l'équilibre idéologique demeuraient inchangées depuis 1905. De même, la « deuxième gauche » dans le parti, le courant dirigé par Michel Rocard, qui pourtant était accusée par la gauche marxiste d'être un véritable courant de droite, « la gauche américaine », ne revendiquait pas davantage le réformisme. Certes, elle réclamait la réduction de l'écart entre le discours et la pratique gouvernementale – le « parler vrai » rocardien. Elle opposait la société à l'État, la décentralisation à la centralisation. Elle entendait établir le temps comme variable centrale de l'action politique des socialistes. « L'enjeu pour le socialisme, affirmait Michel Rocard au congrès de Metz en 1979, vise à lever les ambiguïtés théoriques sur lesquelles a toujours vécu le socialisme français, discours de liberté et dictature du prolétariat, réduite aujourd'hui au rôle exclusif de l'État, distance entre le programme minimum et le programme maximum, exigence de démocratie mais maintien du centralisme d'État⁹. » Michel Rocard préférait parler de ruptures au pluriel qu'au singulier et estimait que les réformes de structure ne pouvaient se suffire à elles-mêmes dans la mesure où la propriété comptait moins que le pouvoir d'affectation des moyens de production.

La culture du PSU que Michel Rocard avait pour partie introduite avec lui au parti socialiste ne pouvait cependant être considérée simplement comme réformiste. Le texte du projet de société, élaboré à l'occasion des assises du socialisme et de l'entrée de Michel Rocard et de la « deuxième gauche » au parti socialiste en octobre 1974, était, lui aussi, à sa manière, un texte de rupture. Le but était affirmé clairement : la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, la disparition du salariat, le dépérissement de l'État. Le projet autogestionnaire, quoique différent du projet socialo-communiste de 1972, comptait s'appuyer sur les différentes formes de production collective. Il prévoyait dans les entreprises une sorte de contrôle ouvrier par l'élection des « responsables » par les travailleurs « avec le souci d'un contrôle permanent des élus ». Si le projet rejetait le mythe du grand soir il rejetait tout autant

⁷ François Mitterrand, *L'abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978, p.166.

⁸ Gaston Defferre, *Si demain la gauche*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 25 et p. 77.

⁹ Discours de Michel Rocard au congrès de Metz, 6 avril 1979, cité dans Michel Rocard, *À l'épreuve des faits. Textes politiques, 1979-1985*, Paris, Seuil, 1986.

Gérard Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

le gradualisme : « Nous n'avons pas plus l'illusion de penser que la prise de pouvoirs partiels permet progressivement de prendre le pouvoir que celle de la possibilité de tout régler par la conquête du pouvoir d'État¹⁰. » Pour la « deuxième gauche » comme pour la Première, le réformisme demeurait attaché à l'image du molletisme. Certes, à partir de 1978, Michel Rocard insista de plus en plus sur la nécessité du réalisme et de la responsabilité, mais il ne s'avoua jamais comme un simple réformiste. Ainsi, le débat au sein du parti socialiste continuait, comme à l'origine, à se concentrer sur les modalités et la rapidité de la rupture et non sur la pertinence de la notion de rupture elle-même.

En réalité, la novation essentielle apparue au niveau idéologique dans le parti socialiste fut introduite, paradoxalement, par François Mitterrand lui-même, au-delà de l'équilibre instable qu'il tentait de maintenir entre les diverses conceptions de la rupture et les différents rejets du réformisme. Elle n'a pas consisté en l'élaboration d'un discours explicitement réformiste. Mais François Mitterrand, par son action politique, a changé les conditions politiques qui présidaient jusque-là à la manière dont l'équilibre réforme/révolution s'établissait au sein du parti. Sans revendiquer le réformisme, il a créé les conditions politiques qui ont permis l'évolution du discours socialiste vers le réformisme.

D'abord, et d'entrée de jeu, il a banalisé l'exercice du pouvoir socialiste en système capitaliste en rejetant la distinction établie jadis par Léon Blum entre l'exercice et la conquête du pouvoir et en supprimant la dualité programme minimum/programme maximum, ce qui, indirectement, faisait du réformisme gouvernemental une action normale pour les socialistes et du même coup gommait l'idée selon laquelle, après la rupture, cette action serait d'une nature fondamentalement différente de ce qu'elle était dans le cadre du système capitaliste. « Je crois nocive, écrivait-il, l'habitude prise par les formations politiques de la démocratie socialiste, de placer sur deux plans différents et parfois sans lien réel entre eux le programme du parti et le programme électoral¹¹. »

De même, il admettait la réversibilité éventuelle des réformes qui pourraient être réalisées par un gouvernement socialiste en cas d'alternance : « L'alternance démocratique suppose qu'une majorité écartée par le suffrage universel accepte de s'en remettre à ses vainqueurs¹². » Du coup, la légitimité que les socialistes ne reconnaissaient qu'aux réformes qui menaient irréversiblement et inévitablement vers la révolution perdait son fondement politique. La réforme devait être acceptée pour elle-même. C'est ici que s'opérait la rupture avec le rapport traditionnel du socialisme français au réformisme.

En outre, la perspective de la disparition du capitalisme, elle-même, s'évanouissait : « pour le temps qui vient, l'économie socialiste se développera sur la base du double secteur sous la domination du secteur public et respectera les lois du marché sous la

¹⁰ Assises du socialisme, *Pour le socialisme le livre des Assises du socialisme*, Paris, Stock, 1974, p. 41.

¹¹ François Mitterrand, *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969, p. 284.

¹² François Mitterrand, *La Rose au poing : écrits politiques*, Paris, Flammarion, p. 126.

Gérard Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

dominante du plan. Il appartiendra à la génération politique qui suivra de fixer à son tour les nouvelles étapes du projet socialiste¹³ ». Sans le dire explicitement, ce projet devenait donc un projet réformiste qui n'était plus élaboré dans la perspective directe de la rupture avec le capitalisme. L'économie mixte et les nationalisations – la lutte contre les monopoles – marquaient clairement à la fois la radicalité du projet socialiste mais surtout ses limites.

La création des conditions politiques favorisant l'évolution du parti lui-même comme parti réformiste a découlé, aussi, de l'objectif central que se donnait François Mitterrand : l'exercice du pouvoir. D'où son acceptation de jouer le jeu du nouveau régime institutionnel et de l'élection présidentielle. Les nouvelles institutions lui donneraient le pouvoir dans la durée, ce qui changerait radicalement les données du problème gouvernemental. Gouverner dans la durée en régime démocratique signifiait pour le parti devenir véritablement, et avant tout, un parti de gouvernement, ce qu'il n'avait jamais voulu être véritablement jusque-là. Enfin le caractère présidentiel du régime et l'intention de François Mitterrand d'exercer pleinement les pouvoirs d'un président sous la V^e République ainsi que sa conception du leadership sur le parti, enlevaient à celui-ci son rôle central dans la conquête et l'exercice du pouvoir. Il cessait d'être l'outil principal de la transformation révolutionnaire qu'il était dans l'idéologie socialiste traditionnelle. La personnalisation du pouvoir cadrait mal avec la tradition du parti, acteur collectif de la transformation sociale. Il perdait, du coup, son caractère de parti révolutionnaire. Enfin, paradoxalement, l'union avec le parti communiste, union politique sur un programme de gouvernement, en faisant de cette alliance non pas le premier pas vers la réunification du « mouvement ouvrier », mais une coalition de type parlementaire, conduisait progressivement le parti à l'oubli du rêve, encore vivace, d'« effacer Tours », c'est-à-dire la scission de 1920, et donc de recréer un parti unique de la classe ouvrière. L'identité originelle du parti socialiste comme organisation révolutionnaire s'effaçait, du coup, elle aussi.

Ainsi, le parti d'Épinay, rebâti idéologiquement en 1971 sur une base de rupture, se trouvait à la veille de l'alternance de 1981 dans une situation politique qui favoriserait sa mue réformiste en cas de victoire.

L'exercice du pouvoir et l'accélération de la mue idéologique réformiste du parti

L'exercice du pouvoir accentua de manière décisive la mue idéologique réformiste du parti. Certes, les deux ou trois premières années du gouvernement de Pierre Mauroy parurent traduire dans les faits le projet de rupture du parti. La très importante vague de nationalisations pouvait marquer aux yeux de certains socialistes la première étape d'une transformation radicale conduisant à l'instauration du socialisme. Mais le tournant de la politique gouvernementale de 1983 engagea les socialistes dans une direction opposée. Au niveau idéologique, qui nous intéresse surtout ici, l'heure fut à la construction d'un « socialisme moderne » et ce fut Laurent Fabius qui en fut le

¹³ François Mitterrand, *Ma part de vérité*, *op. cit.*, p. 284.

Gérard Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

premier artisan à la tête du gouvernement qui entra en fonction en 1984. Ce n'était plus tant l'économique et le politique qui étaient selon lui l'essentiel mais la science, l'administration et les médias. Au congrès de Lille en juin 1987, il déclara : « La société d'économie mixte remplace la collectivisation de l'économie. La réforme, la progressivité, l'Europe deviennent nos horizons utiles¹⁴. » L'éloge du réformisme était prononcé clairement. Le « socialisme moderne » prendrait la forme d'une économie mixte, une économie de marché corrigée par l'intervention de l'État et les contre-pouvoirs des salariés et des citoyens. Deux ans auparavant, Michel Rocard, revendiquait déjà la méthode social-démocrate du compromis : « Conduire notre société d'une façon moderne et soucieuse du progrès, c'est faire en sorte que les conflits d'intérêts s'expriment et qu'ils soient surmontés par un compromis dynamique qui préserve les marges d'initiatives individuelles et collectives. Entre des exigences contradictoires, justice et concurrence, sécurité et liberté, autonomie et réciprocité, qui irait fixer des bornes intangibles et de manière absolue¹⁵ ? » Ici, le pluralisme social et politique fournit le fondement d'une vision réformiste de l'action politique socialiste. Michel Rocard alla même plus loin en proposant l'abandon de l'idée de l'État producteur : « le socialisme aujourd'hui, celui qui s'esquisse dans notre synthèse, c'est celui qui saura à la fois définir le rôle de l'État et lui assurer une plus grande efficacité, non comme producteur mais comme régulateur de la vie économique et sociale, et favoriser l'autonomie et l'initiative des partenaires sociaux. Moins de règlements, plus de négociations ; moins de lois, plus de contrats ; moins de tutelles, plus de responsabilités : voilà l'équilibre qu'il faut trouver pour conjuguer modernisation et solidarité¹⁶ ». Il appela à une négociation ouverte et contradictoire entre l'État et le marché.

En 1987, Lionel Jospin, Premier secrétaire du parti, alla dans le même sens : « Le mouvement socialiste est davantage un mouvement vers le socialisme, addition de réformes, et de transformation des rapports sociaux, changement des attitudes et des comportements entre les hommes plutôt que la fin de l'histoire. Notre tâche est de poursuivre ce mouvement socialiste, de faire naître progressivement de nouveaux équilibres dans une société composite, d'organiser des relations nouvelles entre l'individu et l'État, entre les libertés individuelles et les institutions collectives, entre l'initiative privée et l'intervention publique¹⁷. »

Pour autant, l'équilibre idéologique du parti, toujours fragile, bien que nettement déplacé vers le réformisme, ne permit pas à la direction du parti de s'engager dans une véritable révision idéologique. Le parti n'était pas révisionniste. Sur sa gauche, le CERES, affaibli mais toujours actif, stigmatisait l'évolution en cours. Jean-Pierre Chevènement écrivait ainsi : « Si nous admettions qu'il y a eu au parti socialiste un Bad Godesberg de fait, notre destin serait de répéter la Troisième Force et de noyer notre impuissance à sortir le pays de la crise dans une Europe-alibi qui ne ferait alors

¹⁴ *Le Poing et la Rose*, n° 117, juin 1987, p. 41.

¹⁵ *Le Poing et la Rose*, n° 112, mai 1985.

¹⁶ Michel Rocard, *A l'épreuve des faits*, op. cit., p. 55.

¹⁷ *Le Poing et la Rose*, n° 118, juin 1985, p. 9.

Gérard Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

qu'exprimer notre inféodation acceptée à l'empire américain¹⁸. » La direction du parti, en inventant le concept politique de « parenthèse » pour qualifier le tournant de 1983, montra ainsi qu'elle-même ne voulait pas rompre... avec l'espoir de la rupture !

Pourtant le second septennat de François Mitterrand, en infléchissant plus encore la politique gouvernementale vers des compromis avec le libéralisme économique, poussa le parti à aller plus loin dans l'adaptation de son discours et de ses textes à l'évolution de cette politique. La « Lettre à tous les Français » de François Mitterrand en 1988 avait appelé à une sorte de *statu quo* en se prononçant à la fois contre de nouvelles nationalisations et contre de nouvelles privatisations. Ce fut le fameux « ni ni ».

Mais dès 1991, les débats à propos du nouveau projet socialiste, qui s'orientait vers l'abandon de l'idée de rupture, se concentrèrent sur l'opportunité ou non de réaliser une véritable révision idéologique. L'avant-projet de texte proposait un « compromis historique avec le capitalisme ». Pourtant le congrès de l'Arche refusa finalement d'aller aussi loin, préférant parler d'un « rapport critique avec le capitalisme ». Le nouveau projet réaffirmait néanmoins son attachement au « compromis » : « Dans une société interactive, ouverte, pluraliste, le conflit est normal, irréductible et doit être assumé. Il appelle le consensus sans se confondre avec lui (...) L'acceptation du conflit et l'accord sur la méthode démocratique nous conduisent à faire du compromis le mode privilégié d'une régulation sociale et politique créatrice de droits et de libertés nouvelles¹⁹. » Il faut se rappeler que ces années du début de la décennie 1990 sont celles où les idées du libéralisme économique ont été en France les plus influentes. En 1992, François Mitterrand faisait adopter le traité de Maastricht qui, après le grand marché unique, insérait un peu plus la France dans l'organisation européenne et donc dans l'économie libérale. Du coup, l'Europe devint le thème central sur lequel s'affrontèrent les différentes tendances du parti. La période finale du second septennat vit se raviver le conflit idéologique interne. Avec le retour de Lionel Jospin à la direction du parti en 1995, le thème de l'Europe fut celui à propos duquel, en réalité, s'opposèrent les partisans du réformisme, fut-il de gauche, et la gauche du parti. On le vit lors de la convention de 1996 sur l'Europe où une forte minorité de 40% critiqua violemment l'Europe libérale, une partie de cette minorité demandant même une remise en cause du traité de Maastricht. Le thème du refus de l'Europe libérale allait être désormais celui utilisé par les adversaires d'une véritable révision idéologique.

Lionel Jospin, arrivé à Matignon en 1997, tenta d'établir un nouvel équilibre idéologique dans le parti. D'un côté, lors de l'Université d'été de La Rochelle le 30 août 1998, il assumait clairement sa politique gouvernementale de remise en cause du « ni ni » : « Chaque fois que des alliances industrielles se sont révélées indispensables – en particulier à l'échelle européenne – nous les avons rendues possibles. Et quand elles ont nécessité des ouvertures de capital, voire des privatisations, nous les avons

¹⁸ *Le Poing et la Rose*, n° 116, janvier 1987, p. 110.

¹⁹ Parti socialiste, *Un nouvel horizon, un projet socialiste pour la France*, Paris, Gallimard, 1992, p. 134.

Gérard Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

consenties²⁰. » Et en 2000, il déclara : « Nous ne sommes pas obligés pour justifier notre action d'utiliser la phraséologie révolutionnaire ou même la métaphore de la rupture²¹. » Il faut se souvenir de sa fameuse phrase : « L'État ne peut pas tout faire. »

Mais d'un autre côté, il entama à partir de 1999 une polémique courtoise mais ferme avec le Premier ministre travailliste britannique, Tony Blair, critiquant la Troisième voie au nom de son refus du libéralisme : « Nous ne sommes pas des libéraux, affirma-t-il lors d'une réunion du Conseil national du parti. Nous ne sommes pas des sociaux-libéraux. Nous sommes des socialistes et des démocrates, des sociaux-démocrates. Nous devons intervenir, organiser et réguler dans la sphère de l'économie, mais en nous tenant à notre place. L'économique et le social doivent marcher de pair²². »

Cette polémique lui permit, tout en combattant le social-libéralisme blairiste de réaffirmer clairement que le parti socialiste était favorable à l'économie de marché. « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché. » Cette phrase-slogan résume le nouvel équilibre idéologique auquel le parti socialiste d'avant sa terrible défaite de 2002 semblait en voie de parvenir.

La défaite de 2002 et la rupture de l'équilibre idéologique

Le retour à l'opposition, dans les conditions traumatisantes de 2002, a rompu l'équilibre idéologique établi pendant le quinquennat primo-ministériel de Lionel Jospin. Le libéralisme de la politique socialiste fut accusé d'être responsable de la défaite. L'opposition interne contre François Hollande, qui dirigeait le parti depuis 1997, ne fit que croître jusqu'à la crise ouverte de 2005. Dès le 29 juin 2002, Henri Emmanuelli montait au créneau. Dans un texte distribué lors d'un Conseil national, il mettait en cause la politique de Lionel Jospin : « En privilégiant le discours gestionnaire et technique de la politique, le Parti socialiste apparaît davantage comme un auxiliaire de la mondialisation libérale que comme son adversaire²³. » Au congrès de Dijon, en mai 2003, sa motion accusait le gouvernement Jospin d'avoir pris « un certain nombre de décisions que nous qualifions de social-libérales parce qu'elles s'inscrivent au mieux dans la recherche de compromis excessifs, au pire dans des adaptations au néo-libéralisme présentées abusivement comme des réformes²⁴ ».

Pour l'une des gauches du parti, le Nouveau Parti socialiste, la question européenne était au cœur du congrès : « L'Union européenne est ressentie comme un cheval de Troie de la mondialisation au sein des nations imposant la libéralisation et accentuant les inégalités sociales²⁵. » Dans ce congrès, Dominique Strauss-Kahn fut

²⁰ *Notes de la fondation Jean Jaurès*, « Le socialisme moderne », n° 15, mars 2000, p. 82 et 83.

²¹ *Ibidem*, p. 38.

²² *L'Hebdo des socialistes*, 15 octobre 1999, n° 119, p. 8.

²³ *L'Hebdo des socialistes*, n° 240, 4 juillet 2002.

²⁴ *L'Hebdo des socialistes*, supplément au n° 268, 22 mars 2003, motion E « pour un nouveau monde ».

²⁵ *Ibidem*, motion « pour un nouveau parti socialiste ».

le seul à revendiquer clairement le choix du réformisme et de l'économie de marché. François Hollande tenta de rassembler le parti sous la bannière du « réformisme de gauche ». Il obtint une majorité mais dès ce moment le parti fut coupé en deux sur la question européenne, c'est-à-dire, en réalité, sur celle du libéralisme économique, terme qui, depuis le congrès de l'Arche, avait remplacé progressivement le terme de capitalisme pour désigner l'adversaire des socialistes.

C'est en 2004-2005 que la crise éclata, à propos du référendum national sur la ratification du Traité constitutionnel européen. François Hollande prit l'offensive en décidant d'organiser un référendum militant sur cette ratification. La bataille politique et idéologique interne fut ardemment disputée. Le Premier secrétaire l'emporta avec 58% en faveur du « oui ». Mais la gauche du parti décida, néanmoins, de faire campagne ouvertement en faveur du « non » sans que la direction du parti n'impose son autorité. La victoire du « non » au référendum national fragilisa la position de François Hollande et des partisans du traité au sein du parti. Lors du congrès du Mans, en 2005, Laurent Fabius, l'un des porte-paroles du « non » opposa dans sa motion le réformisme de transformation au réformisme d'accompagnement, estimant que « la nécessité de l'adaptation aux "réalités du monde et de l'économie de marché" avait fini par remplacer l'exigence d'un progrès partagé ». François Hollande refusa l'affrontement lors de ce congrès alors qu'il disposait d'une majorité. La synthèse qu'il proposa au parti et qui fut presque unanimement adoptée au nom de l'Union et du rassemblement s'appliqua à gommer tout désaccord entre les partisans du « oui » et ceux du « non ». Le réformisme, même de gauche, n'était plus de rigueur. Cette motion de synthèse déclara qu'il n'y avait plus dans le parti ni « socialistes du oui » ni « socialistes du non » mais des socialistes tout court. Le débat était clos mais au prix du recul des partisans d'un réformisme compatible avec le développement de l'Europe de Maastricht et du marché unique.

Cette rupture de l'équilibre idéologique antérieur ne signifiait pas toutefois que le parti était revenu à ses positions d'avant-1981. En réalité il n'y avait plus d'équilibre du tout, faute d'idées à équilibrer ! Le flou et l'ambiguïté régnaient. Ceci explique en partie le phénomène Ségolène Royal. Cet ovni politique, parlant un langage qui tranchait avec la langue de bois de la synthèse du Mans, situant le débat sur d'autres terrains, put, en une courte période, gagner la bataille pour la désignation à la candidature socialiste à l'élection présidentielle de 2007. Le parti n'avait pas grand-chose à lui opposer. La synthèse du Mans était en réalité un emballage vide. Ni réels clivages, ni réelle synthèse. Du point de vue du débat sur le réformisme, le discours de la candidate fut d'abord original, semblant défendre Tony Blair, puis contradictoire, et, pour finir, confus.

Le parti ne semblait pouvoir ni réellement revenir en arrière ni trouver un nouvel équilibre. D'un côté, la crise mondiale de 2008 l'a bien montré, le parti, dirigé depuis la fin de l'année par Martine Aubry après le congrès de Reims de 2008, a réactivé dans parti le discours anti-libéral et prononcé la condamnation du capitalisme financier. Mais en même temps, au plus fort de la crise, le parti socialiste n'a pas proposé de revenir aux solutions qu'il prônait jadis, telles les nationalisations – ou seulement du bout des lèvres, et pour des périodes courtes. C'est le moins qu'il pouvait faire face aux politiques menées par les gouvernements les plus libéraux ! Ce

qui frappe surtout, c'est le vide de ses propositions d'alors et plus largement, sa confusion face à une crise dont il aurait pu espérer qu'elle lui donnerait un espace politique pour défendre son propre projet anti-libéral – ou anti-capitaliste –, comme s'il était paralysé face au phénomène de la mondialisation. Cette crise n'a même pas provoqué de réel débat idéologique au sein du parti.

La confusion est également perceptible à la lecture de la nouvelle déclaration de principes adoptée par le parti en 2008. Cette déclaration a constitué un moment important dans l'évolution idéologique du parti. Elle disait clairement que les socialistes étaient partisans « d'une économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux qui a pour finalité la satisfaction des besoins sociaux essentiels. Le système voulu par les socialistes est une économie mixte, combinant un secteur privé dynamique, un secteur public efficace, des services publics de qualité accessibles à tous, un tiers secteur d'économie sociale et solidaire ». En outre elle affirmait, pour la première fois dans l'histoire du parti, que « le parti socialiste est un parti réformiste. Il entend exercer les responsabilités de gouvernement, à tous les niveaux, pour changer la société ». Il s'agissait là, indéniablement, d'un moment essentiel dans l'évolution idéologique du parti. Mais cette reconnaissance de la nature réformiste du parti s'accompagnait de l'affirmation selon laquelle, le texte « porte un projet de transformation sociale radicale ». Et dans son dernier article, il était écrit : « Le parti socialiste veut rassembler toutes les cultures de la gauche. Il ne se résigne pas aux divisions héritées du passé. » Or ces cultures sont souvent des cultures anti-réformistes et hostiles à l'économie de marché. Ces quelques marqueurs de l'idéologie traditionnelle attestent des résistances qui continuaient d'accompagner la mutation en cours vers la revendication d'une identité réformiste. De même, le récent projet du parti adopté le 27 avril 2010 par le Conseil national paraît confus et contradictoire. Il n'est pas possible à sa lecture de saisir précisément ce que signifie « le nouveau modèle de développement économique, social et écologique » que propose le parti. S'agit-il d'une alternative au capitalisme ou à l'économie de marché ou au libre-échange ? Lorsque Martine Aubry déclare : « Nous vivons une crise de civilisation, nous devons répondre par une offensive de civilisation », que signifie cette offensive de civilisation ? Lorsque le porte-parole du parti affirme en 2010 : « On n'est plus dans l'accommodement du capitalisme, nous proposons un nouveau modèle », comment faut-il l'entendre : est-ce un reniement du réformisme ? S'agit-il d'un modèle alternatif au capitalisme ou seulement à certains aspects du capitalisme ? Sans réponse claire à ces questions, l'adhésion assumée du parti socialiste au réformisme demeure incertaine. Ce parti n'a toujours pas de vision claire de la mondialisation et il n'a plus de projet européen crédible. Comment, dès lors faut-il entendre son réformisme ?

Pour autant, le parti socialiste demeure potentiellement un grand parti de gouvernement et il ne peut renier sa vocation gouvernementale. Son retour au pouvoir en 2012 est possible et il le souhaite. Il est probable dans ces conditions qu'il ne reviendra pas significativement en arrière sur le chemin parcouru vers le réformisme depuis de longues années, avec les avancées et les reculs rappelés ici. Sa réticence à assumer clairement ses positions renvoie à son code génétique. Il ne peut

Gérard Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

toujours pas voir entièrement absorbée sa volonté de transformation sociale profonde par une action réformiste qu'il a toujours estimée non seulement insuffisante mais même contraire à son identité originelle. D'où sa difficulté à élaborer un véritable programme réformiste.

L'auteur

Gérard Grunberg est directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études européennes de Sciences Po). Politologue, il est spécialiste de sociologie politique et notamment des systèmes politiques et des systèmes de partis. Au cours des dernières années, il a orienté l'essentiel de ses recherches sur les partis socialistes et surtout le parti socialiste français. Il a publié notamment dans la période récente :

Gérard Grunberg et Zaki Laïdi, *Sortir du pessimisme social. Essai sur l'identité de la gauche*, Paris, Telos, Hachette Littératures, 2007, 240 p.

Gérard Grunberg et Florence Haegel, *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, 122 p.

Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remords*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Hachette Littératures, Pluriel, 2007, 658 p.

Résumé

L'équilibre idéologique du parti socialiste français, depuis l'unification de 1905, a toujours résulté de la tension entre réforme et révolution. La refondation du parti au congrès d'Épinay n'a pas rompu avec ce schéma. François Mitterrand a revendiqué une volonté de rupture mais il a créé les conditions politiques qui ont conduit à un effacement de la perspective révolutionnaire. Lionel Jospin, Premier ministre, a tenté d'établir une nouvelle synthèse idéologique. Mais les conditions de sa défaite de 2002 ont ruiné cette tentative. Le parti, pour conserver son unité, a abouti en 2007 à une synthèse sans orientation idéologique claire. La nouvelle déclaration de principe de 2008 affirme la nature réformiste du parti. Mais le projet socialiste de 2010 entretient une forte ambiguïté sur ce point.

Abstract

Since its unification in 1905, the French Socialist Party has been hesitating between reform and revolution. Even after the re-funding of the Party at the Epinay Conference. Under François Mitterrand, claims for rupture were made but the party moved away from its revolutionary positions in order to fit the political conditions of the time. Prime Minister Lionel Jospin attempted to reformulate a new ideological synthesis, but he was defeated in the 2002 Presidential Election. In 2007, the Socialist Party failed to define a coherent ideological line by fear of division. Despite its Statement on Principles of 2008, the Socialist Party's project is still very ambiguous.

Mots clés : réformisme ; révolution ; libéralisme ; parti socialiste français ; révisionnisme.

Keys words : Reformism; Revolution; Liberalism; French Socialist Party; Revisionism.

Pour citer cet article : Gérard Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr